

# FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT



**Cinquième Réunion Consultative de la  
Cinquième Reconstitution Générale du Fonds  
LA HAYE, 3 - 5 NOVEMBRE 1987**

## **DOCUMENTS DE TRAVAIL DE LA CINQUIEME REUNION CONSULTATIVE**

**SEPTEMBRE 1987**



FONDS AFRICAÏN DE DEVELOPPEMENT

ADF-V/CM-4/87/20/Rev.

Cinquième réunion consultative de la  
Cinquième reconstitution générale  
des ressources du Fonds

LA HAYE, 3-5 novembre 1987

Original : ANGLAIS

PROJET DE RAPPORT SUR LES REUNIONS CONSULTATIVES DE LA  
CINQUIEME RECONSTITUTION GENERALE DES RESSOURCES DU  
FONDS AFRICAÏN DE DEVELOPPEMENT

SEPTEMBRE 1987



## FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT

Cinquième reconstitution générale des ressources

Cinquième réunion consultative

La HAYE, Pays-Bas, 3-5 novembre 1987

### ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Adoption des comptes rendus  
analytiques provisoires de la  
quatrième réunion consultative ADF-V/CM-4/87/SR.
3. Examen des principaux points :
  - 3.1 Formules du partage de la  
charge pour le FAD-V ADF-V/CM-4/87/19
  - 3.2 Projet de rapport sur les  
réunions consultatives de la  
cinquième reconstitution  
générale des ressources du FAD ADF-V/CM-4/87/20/Rev.
  - 3.3\* Projet de résolution sur la  
cinquième reconstitution  
générale des ressources du FAD ADF-V/CM-4/87/20 Annex/Rev
4. Questions diverses.

---

\* Vu le temps requis pour l'examen de ce point, les délégués pourraient désirer étudier ce projet de texte en même temps que le point 3.1 en désignant à cet effet un Comité au début de la réunion.



PROJET DE RAPPORT SUR LES REUNIONS CONSULTATIVES  
DE LA CINQUIEME RECONSTITUTION GENERALE DES RESSOURCES  
DU FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT

A. INTRODUCTION

1. A la treizième réunion annuelle du Fonds africain de développement tenue à Harare (Zimbabwe) en mai 1986, le Conseil des gouverneurs a adopté la Résolution F/BG/86/05 invitant le Président du Fonds, après consultation étroite du Conseil d'administration, à prendre les mesures nécessaires pour déterminer les possibilités de mobiliser les ressources requises pour prolonger les opérations du Fonds jusqu'à une cinquième reconstitution des ressources ; et, aussi, d'organiser des consultations avec les donateurs pour obtenir ces ressources.

2. Donnant suite à la résolution, la Direction du Fonds a établi et soumis à l'examen des Etats participants "Une proposition relative à la Cinquième Reconstitution des ressources" (ADF-V/CM/87/01) qui énonçait ses vues sur les principales préoccupations, les principaux objectifs et les principales activités des opérations du Fonds durant la période de la Cinquième reconstitution et l'ampleur des ressources dont on aurait besoin pour appuyer les opérations. La proposition a été examinée par les délégués des Etats participants à la première réunion consultative tenue à Rome les 5 et 6 mars 1987 et au cours de quatre réunions consécutives. A la demande des délégués, la Direction a également établi des documents complémentaires qui développaient les diverses questions se rapportant aux opérations du Groupe de la Banque ; ces documents ont été examinés successivement aux réunions consultatives tenues à Paris (6-7 mai), au Caire (11-12 juin), à Abidjan (1-2 septembre), et La Haye (3-5 novembre 1987).

3. Le présent rapport récapitule les conclusions et les décisions auxquelles les délégués sont parvenus au cours de ces réunions.

B. DIRECTIVES GENERALES CONCERNANT LA POLITIQUE DE PRET

Eligibilité des pays

4. Les principaux bénéficiaires des ressources du Fonds resteront les pays les plus pauvres. A cet égard, le critère fondamental d'éligibilité

demeurera le PNB par habitant dont on se servira pour regrouper les pays membres dans les trois catégories traditionnelles A, B et C selon le plan adopté dans le passé par le Fonds.

5. Compte tenu de ce qui précède, les données [de 1986] sur les comptes nationaux seront appliquées comme suit aux pays membres figurant dans les groupes :

Catégorie A

- Sous-catégorie A1 - pays membres dont le PNB par habitant est de 350 dollars EU ou moins.
- Sous-catégorie A2 - pays membres dont le PNB par habitant est de 351 à 510 dollars EU.

Catégorie B - pays membres dont le PNB par habitant se situe entre 511 dollars EU et 990 dollars EU.

Catégorie C - pays membres dont le PNB par habitant est supérieur à 990 dollars EU.

6. Les pays de la catégorie A continueront d'avoir la priorité absolue en ce qui concerne l'affectation des ressources du FAD V, les pays plus pauvres de la sous-catégorie A1 ayant le pas sur les pays de la sous-catégorie A2. Les opérations du Fonds dans les pays de la sous-catégorie A1 devront être d'une nature qui permettra à ces pays d'emprunter principalement au Fonds.

7. Les pays de la catégorie B seront également admis à bénéficier des ressources du FAD V. Par ailleurs, des travaux systématiques seront effectués pour définir une politique en ce qui concerne le financement mixte BAD-FAD en faveur de ces pays. Cette politique devra être élaborée, dans les meilleurs délais, par le Conseil d'administration, et de préférence avant l'entrée en vigueur du FAD-V..

8. La limite supérieure fixée pour l'admissibilité sera un PNB par habitant de 990 dollars EU. Les pays de la catégorie C ne bénéficieront donc pas des ressources du FAD-V, sauf dans le cas de projets multinationaux,



faisant intervenir au moins un pays de la catégorie A ou B ; ou lorsqu'un concours est apporté dans le cadre d'une assistance technique qui sera fournie sous forme de crédits assortis de conditions et modalités similaires à celles qui sont appliquées aux crédits du Compte d'assistance technique au titre du FAD-IV.

#### Objectifs en matière de répartition des ressources

9. Les délégués ont affirmé que les opérations du Fonds devraient viser à :

- répondre aux besoins primaires des couches les plus démunies des populations dans les pays à faible revenu ;
- encourager la création d'emplois et des revenus accrus ;
- obtenir ou encourager la participation directe des derniers bénéficiaires, y compris les femmes, dans la conception et l'exécution des projets et programmes ;
- contribuer à l'amélioration de l'environnement ;
- promouvoir des politiques économiques propres à garantir le maximum d'efficacité dans la répartition des ressources, notamment des systèmes d'incitation à caractère commercial et des politiques appropriées en matière de fixation de prix et de taux d'intérêt.

10. En oeuvrant à la réalisation de ces objectifs, les délégués ont jugé qu'il était impérieux que le Fonds se penche sérieusement sur la formulation de programmes par pays. Les éléments à inclure dans ces programmes devraient être ceux convenus dans le rapport accompagnant la résolution concernant l'augmentation générale du capital de la Banque. Cela permettra, chose indispensable, de procéder à un examen général des contraintes et des possibilités qui existent dans les pays, y compris l'existence d'une performance suffisante, de constituer une réserve de projets en fonction des besoins des pays et des moyens dont dispose le Fonds ; et également de coordonner les activités avec les principaux pays donateurs. A cet égard, les

délégués ont accueilli avec satisfaction l'approche de la programmation par pays exposée dans le document présenté à la deuxième réunion consultative (ADF-V/CM/87/03) et recommandé qu'elle soit appliquée aussi rapidement que possible et sur une base aussi large que possible. Les délégués ont également conseillé d'associer le Conseil d'administration aux importantes phases de programmation et demandé qu'au moins deux documents de programmes par pays soient présentés au Conseil avant la conclusion des consultations du FAD V. Ils ont demandé à la Direction de faire en sorte que les propositions de prêts soumises au Conseil soient tout a fait compatibles avec le programme du pays emprunteur. Ils lui ont également demandé d'établir, dans les meilleurs délais, le calendrier d'élaboration des programmes par pays restants [et de veiller à ce que les programmes pour les pays de la sous-catégorie A1 restants soient achevés d'ici à l'époque de l'évaluation à mi-parcours].

#### Modalités d'affectation des ressources

11. Il a été convenu que 10 pour cent maximum du total des ressources prévues au titre du FAD V seraient affectés aux activités appuyées par une assistance technique, essentiellement sous forme de dons, conformément à l'article 7 de l'Accord portant création du Fonds, à l'exception des ressources accordées aux pays de la catégorie C.

12. 90 pour cent des ressources restantes de la reconstitution seront affectés à des projets et programmes pour les pays de la catégorie A ; le reliquat ira aux pays de la catégorie B.

13. La répartition des ressources dans chaque catégorie des pays membres pouvant être admis à les utiliser, en principe, se fera sur la base des critères suivants :

- PNB par habitant - 35 pour cent ;
- importance de la population - 35 pour cent, sous réserve toutefois de l'adoption du mécanisme limitant une répartition disproportionnée entre les pays ayant des populations très fortes ou très faibles ;

- présence du Fonds, dans chaque pays pouvant être admis à utiliser ces ressources à travers au moins un projet - 15 pour cent ;
- isolement géographique - 10 pour cent ;
- allocation pour situations exceptionnelles - 5 pour cent.\*

Par ailleurs, les délégués ont estimé que la performance des pays dans la mise en oeuvre des politiques constitue un facteur fondamental permettant de déterminer si oui ou non l'octroi d'un prêt à un pays donné peut être couronné de succès. Ils ont donc convenu que la Direction revoie chaque année ses affectations initiales par pays, les réexamine et réajuste compte tenu de la performance du pays, et d'autres facteurs généraux affectant l'exécution des accords de prêts FAD.

---

\* Ce pourcentage représente une part de la reconstitution des ressources qui ne sera pas affectée préalablement à certains pays et sera utilisée, au choix de la Direction, dans des situations où les efforts de réforme entrepris par un pays exigent d'urgence des ressources venant compléter celles fixées dans les allocations au pays pour appuyer des projets multinationaux, ou atténuer les effets des calamités naturelles, etc.

### Secteurs d'intervention

14. Le Fonds appliquera sa politique de prêt dans les secteurs suivants : agriculture, santé, éducation, transports et télécommunications, équipements collectifs et énergie.
15. Le secteur agricole devrait recevoir la priorité absolue du point de vue des objectifs retenus pour la répartition sectorielle des ressources. En s'efforçant vigoureusement et systématiquement de comprendre les principaux obstacles et les possibilités de l'agriculture en Afrique, on aidera à garantir que les ressources déployées contribueront à produire des résultats satisfaisants dans ce secteur crucial. On y parviendra aussi en adoptant une politique active de coopération très étendue avec la FAO, le FIDA, la BIRD et d'autres organisations intervenant dans le secteur. La question de la rentabilité des prêts au secteur social est également préoccupante. [Les trois quarts environ des prêts du Fonds au secteur de la santé devraient être orientés avant tout vers les programmes de santé primaire dont la rentabilité est plus élevée que celle des programmes de soins hospitaliers. Dans le secteur de l'éducation, il conviendra d'orienter de plus en plus les projets vers l'enseignement primaire]. [Les prêts du Fonds à la santé et à l'éducation devront être en harmonie avec les documents respectifs de politique sectorielle déjà approuvés par le Conseil]. La part minimale de projets d'éducation et de santé devra être maintenue à 15 pour cent des ressources du FAD.
16. Les délégués ont manifesté un vif intérêt pour les propositions de la Direction tendant à intensifier la participation du Fonds dans de nouvelles activités, notamment celles se rapportant à la démographie, au rôle de la femme dans le développement et celles liées à l'environnement. Les délégués ont fortement appuyé les propositions visant à accroître les activités du Fonds dans le domaine de l'environnement en tenant compte des aspects de l'environnement dans tous les projets et programmes à financer ; en appuyant les projets et programmes qui visent à arrêter et à inverser le processus de dégradation de l'environnement ; et en apportant une assistance technique aux programmes qui favorisent un développement durable basé sur le respect de l'environnement. Les actions menées dans ces domaines revêtent une telle importance que les délégués ont instamment recommandé que ces aspects soient

intégrés aux opérations ordinaires du Fonds et que le Fonds s'efforce également de jouer un rôle de premier plan en prenant des initiatives dans ces domaines et en les appuyant.

### Instruments de prêt

17. Compte tenu de l'expérience acquise en matière de prêts-projets ainsi que des besoins considérables des pays membres pour des investissements spécifiques dans des projets, les prêts-projets, sous forme d'investissements spécifiques, de lignes de crédit aux banques de développement et de prêts d'investissement et de réhabilitation sectoriels deviendront l'instrument de loin le plus important des opérations du Fonds durant la période du FAD V.

18. Le Fonds répondra également de plus en plus aux besoins des pays membres en matière de prêts hors-projet en élargissant l'utilisation des prêts à l'ajustement sectoriel et à l'ajustement structurel. Un montant maximum de 20 pour cent des ressources mises à disposition dans le cadre du FAD-V sera consacré à ces types de prêts qui, dans un premier temps, seront accordés en étroite collaboration avec les institutions multilatérales de développement.

### Coordination de l'aide

19. Les délégués ont discuté longuement de la nécessité pour le Fonds et les principaux donateurs de coordonner entre eux et avec les pays emprunteurs les prêts qu'ils octroient. Ils ont aussi demandé instamment au Fonds de participer dès le départ, dans la mesure du possible, aux discussions concernant l'élaboration des documents de politique générale par la Banque mondiale et de lier les prêts du Fonds en faveur des réformes à ce processus. Les délégués ont noté avec satisfaction les mesures proposées pour accroître la participation du Groupe de la Banque aux groupes consultatifs, et les directives opérationnelles publiées en vue de la coordination de ses actions avec celles d'autres donateurs, et ont hâte de voir leur mise en oeuvre.

### Assistance technique

20. L'assistance technique sera accordée, sous forme de dons, aux pays des catégories A et B. Quatre-vingt-cinq pour cent (85%) de l'assistance iront aux pays de la catégorie A et une attention suffisante sera accordée aux

droits prioritaires des pays de la sous-catégorie A1. Douze pour cent (12%) iront aux pays de la catégorie B et trois pour cent (3%) aux pays de la catégorie C. L'aide aux pays de cette catégorie sera accordée aux conditions prévues au FAD-IV. Les délégués ont encouragé un examen du système d'octroi de l'assistance technique afin de renforcer son efficacité dans la génération de projets et de programmes, et dans l'élaboration des procédures. L'examen devrait également établir dans quelle mesure il serait possible d'introduire de nouvelles formes d'octroi d'assistance (par exemple, l'assistance aux programmes et celle aux projets achevés) pendant la période du FAD-V.

### C. AUTRES QUESTIONS

#### Politique financière

21. Les délégués ont examiné une révision de la pratique existante concernant la répartition des dépenses administratives entre la BAD et le FAD. Ils ont recommandé le maintien de la pratique actuelle.

22. Les délégués ont convenu que, compte tenu de la nature de l'institution, il n'était pas nécessaire d'adopter une politique particulière en matière de constitution de réserve. [D'autres conclusions relatives à des questions connexes telles que la liquidité, etc., doivent être examinées à la prochaine réunion].

#### Qualité des projets

23. Les délégués se sont félicités de l'intérêt que la Direction porte à l'amélioration de la qualité des projets. Les projets financés devraient être compatibles avec la stratégie de développement à moyen terme du pays concerné. Pendant la période de reconstitution du FAD-V, le contrôle de l'exécution des projets sera intensifié grâce à l'accroissement des missions de supervision et de suivi ainsi qu'à la révision du rôle et des effectifs des bureaux régionaux. Le nombre et le rôle des bureaux de représentation et des antennes devraient également être revus, notamment dans les pays dont la situation requiert une attention particulière. L'accroissement des contacts sur le terrain, susceptibles de résulter de ces efforts, devrait également faciliter davantage la conception des projets et les décaissements qui doivent aller de pair avec l'amélioration de la qualité des projets, afin d'aider effectivement

les pays emprunteurs. De même, l'évaluation rétrospective serait sensiblement renforcée afin de tirer les enseignements dont il sera tenu compte à l'avenir dans le cadre de la conception et de l'exécution des projets. Ces activités, auxquelles il faut ajouter une sélection et une préparation plus rigoureuse des projets, sans oublier l'adoption d'un système de gestion financière des prêts, doivent conduire à l'amélioration du portefeuille de prêts du Fonds.

#### Recrutement de personnel non régional

24. Les délégués ont examiné un rapport décrivant les efforts déployés par le Groupe de la Banque pour recruter du personnel non régional et réaffirmé la contribution positive qu'un recrutement significatif, à tous les niveaux, apporterait aux activités du Groupe de la Banque. Les délégués ont exprimé la volonté de participer à ces efforts et encouragé la Direction à consolider les progrès accomplis jusqu'ici.

#### D. SOUSCRIPTIONS AU TITRE DU FAD V

25. A l'issue des consultations amorcées en mars 1987, les délégués se sont mis d'accord sur un niveau de reconstitution de (        millions d'UCF) pour la période allant de 1988 à 1990. Ils sont parvenus à cet accord sur la base de l'appréciation des délégués en ce qui concerne la capacité d'absorption des pays bénéficiaires, la capacité technique et administrative de la Banque, les politiques de prêt du Groupe de la Banque et les contraintes budgétaires qui pèsent actuellement sur les gouvernements des Etats participants. (Les dispositions détaillées et les modalités de la reconstitution sont énoncées dans le projet de résolution joint au rapport).

26. Après un examen approfondi des questions à prévoir dans la résolution, les délégués ont énoncé les termes et conditions des souscriptions au titre de la Cinquième reconstitution générale des ressources. Il conviendrait de relever en particulier les points suivants :

- a) la reconstitution entrera en vigueur lorsque le Fonds aura reçu les instruments de souscription représentant au moins [    pour cent] des souscriptions annoncées, à condition que toute souscription assortie d'une réserve au titre du FAD-IV soit effectivement devenue une souscription sans réserve pour plus des deux tiers de son montant total ;

- b) les souscriptions peuvent être assorties d'une réserve, auquel cas les Etats participants devront en aviser le Fonds ;
- c) les modalités de paiement ont été déterminées de façon à s'assurer que le Fonds disposera des ressources dont il a besoin pour fonctionner de façon satisfaisante, et à traduire le caractère multilatéral de la reconstitution ;
- d) les règles régissant l'engagement de chacune des trois tranches de souscription ont été formulées de façon à traduire sans cesse le caractère multilatéral de la reconstitution et à souligner sa continuité entre la quatrième et la cinquième reconstitution générale ; l'intention est de maintenir cette même continuité entre la cinquième et les reconstitutions ultérieures ;
- e) les souscriptions annoncées énumérées à l'annexe à la résolution ont été fixées en unités de compte du Fonds et converties en unités monétaires prescrites choisies par les différents Etats participants sur la base d'une moyenne des cours du jour pratiqués sur une période de six mois précédant la date à laquelle un accord aura été conclu sur la reconstitution ;
- f) [Modalités de paiement].
- g) les souscriptions ne seront pas subordonnées au maintien de la valeur.

Fait et approuvé par les délégués des Etats participants à la ..... réunion consultative de la Cinquième Reconstitution générale des ressources du Fonds, à .....